



## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>36345</b>	De <b>M. Dominique Baert</b> ( Socialiste, républicain et citoyen - Nord )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Affaires étrangères		<b>Ministère attributaire</b> > Affaires étrangères
<b>Rubrique</b> > politique extérieure	<b>Tête d'analyse</b> > aide médicale	<b>Analyse</b> > pandémies. lutte et prévention. actions de la France.
Question publiée au JO le : <b>27/08/2013</b> Réponse publiée au JO le : <b>24/09/2013</b> page : <b>9915</b>		

### Texte de la question

M. Dominique Baert alerte M. le ministre des affaires étrangères sur la prochaine conférence des bailleurs de fonds pour le financement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Le fonds mondial est le principal canal de financement multilatéral de la lutte contre ces maladies, avec notamment 82 % du financement international contre la tuberculose. La France est le deuxième bailleur de ce fonds mondial à hauteur de 360 millions d'euros. Notre pays joue donc un rôle capital dans l'éradication de ces trois maladies, lesquelles, à elles seules, causeraient pourtant encore plus de 3 millions de morts chaque année. C'est dire combien il est essentiel qu'en la matière l'effort ne se relâche pas. Depuis sa création, le fonds mondial a déjà accompli une action considérable. Alors qu'en 2002, seulement 300 000 personnes séropositives avaient accès à un traitement antirétroviral, ce sont aujourd'hui 4,2 millions de personnes qui auront été concernées. De plus, le fonds aura permis l'accès à un traitement antituberculeux pour 9,7 millions de personnes, et aura mis en place 310 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide destinées à la prévention du paludisme ! C'est dire combien la mobilisation coordonnée des gouvernements permet effectivement d'atteindre des résultats décisifs dans la lutte contre ces pandémies. Pour autant, pour permettre la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement d'ici à 2015, il est essentiel que la communauté internationale accentue ses efforts ; car ne l'oublions pas, au cours de la décennie écoulée, 2,5 millions de personnes, au moins, ont contracté le sida chaque année. Le Président de la République, lors de la campagne présidentielle, avait pris des engagements forts et publics en faveur de la lutte contre le sida. Aussi, il lui demande de continuer à être *leader* lors de la prochaine conférence des bailleurs de fonds, et si, en dépit de l'effort nécessaire de redressement de ses finances publiques que la France doit conduire, notre pays envisage de poursuivre, voire d'accentuer sa contribution financière à ce fonds si indispensable pour l'avenir de l'humanité.

### Texte de la réponse

La France joue un rôle pionnier dans le domaine de la lutte contre le VIH/Sida. Co-fondatrice du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, elle est également à l'origine de la facilité internationale pour l'achat de produits de santé UNITAID. Depuis 2002, grâce à ces deux institutions et aux programmes bilatéraux, notre pays a consacré 4 milliards de dollars à la lutte contre les trois pandémies. La France est à l'avant-garde de la création et du plaidoyer en faveur de financements innovants pour la santé mondiale, et notamment pour la lutte contre les maladies transmissibles. Elle estime que les activités bénéficiant de la mondialisation doivent être mises au service de la solidarité internationale. C'est pourquoi il a été décidé de revaloriser la contribution de solidarité internationale sur les billets d'avions, financement innovant qui permet d'alimenter notre contribution à UNITAID. En outre, 10 % du produit de la taxe sur les transactions financières seront affectés au développement, y compris la santé. Enfin, la France encourage les pays européens à attribuer une part significative de leur taxe sur les



transactions financières aux enjeux du développement. C'est dans ce contexte que le Président de la République a annoncé le 15 juillet dernier, malgré les contraintes budgétaires et pour entraîner une mobilisation internationale à la hauteur des enjeux de ces pandémies, que la contribution française au Fonds mondial sera au moins aussi importante pour les trois prochaines années (2014-2016), soit de 1,08 milliard d'euros. Cette annonce témoigne de l'engagement continu de la France auprès de cette organisation et de ses efforts majeurs destinés à vaincre les grandes pandémies.